

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/003949]

11 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les articles 5 et 7 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1991 portant création d'un Service social des Services du Gouvernement wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1991 portant création d'un Service social des Services du Gouvernement wallon ;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 1^{er} septembre 2023 et le 30 octobre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 novembre 2023 ;

Vu le rapport du 16 octobre 2023, établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu le protocole de négociation n°858 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 14 décembre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 15 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.116/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 18 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'il faut revoir le mécanisme de financement du Service social des services du Gouvernement wallon en vue de le rendre plus transparent, plus équitable et plus économe en termes budgétaires ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. À l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1991 portant création d'un Service social des Services du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} forme le paragraphe 1^{er} ;

2° l'alinéa 2 forme le paragraphe 2, et est remplacé par ce qui suit :

« Dans ce but, cette association reçoit :

1° en ce qui concerne les départements et services visés à l'article 4, § 1^{er}, 1° à 4°, une subvention de 318 euros par bénéficiaire actif ou pensionné à la date du 30 avril de l'année précédant l'exercice budgétaire considéré ;

2° en ce qui concerne chacun des autres services et organismes visés à l'article 4, § 1^{er}, une subvention dont le montant est proportionnel à celui de la subvention visée au 1° ;

3° les entités visées à l'article 4, § 1^{er}, mettent à disposition du Service social un équivalent temps plein, en abrégé « ETP », pour sept-cent-cinquante bénéficiaires actifs ou pensionnés avec application du mécanisme suivant pour chaque entité :

a) le nombre d'ETP théorique, arrondi au centième d'unité, à mettre à disposition pour l'exercice budgétaire considéré est calculé à partir du nombre de bénéficiaires actifs ou pensionnés au 30 avril de l'année précédant l'exercice budgétaire considéré et que communique l'entité ;

b) en novembre de l'année de l'exercice budgétaire considéré, le Service social calcule le nombre d'ETP réel qui a été mis à sa disposition entre début novembre de l'année précédant l'exercice budgétaire considéré et fin octobre de l'année de l'exercice budgétaire considéré en additionnant les mois de mise à disposition pour chaque personne ;

c) la différence d'ETP théorique - réel est multipliée par un montant forfaitaire fixé à 68.120 euros à l'index 1,9999 du 30 avril 2023, à indexer ;

d) le Service social établit en novembre de l'année de l'exercice budgétaire considéré une déclaration de créance, ou une note de crédit si la différence est négative, qu'elle adresse à l'entité.

En ce qui concerne le 1°, cette subvention, liée à l'indice santé du 30 avril 2013, est rattachée à l'indice-pivot 126,70 du 30 avril 2023. L'adaptation de son montant est établie chaque année le 30 avril.

En ce qui concerne le 2°, la subvention tient compte du nombre de bénéficiaires respectifs à la date du 30 avril de l'année précédant l'exercice budgétaire considéré.

En ce qui concerne le 3°, a), la mise à disposition effective au départ de l'entité vers le Service social se fait uniquement pour un ETP complet pour un agent statutaire et pour l'ETP repris au contrat de travail pour un contractuel. » ;

En ce qui concerne le 3°, c), l'index à utiliser est celui d'avril de l'année de l'exercice budgétaire considéré ;

3° les alinéas 3 et 4 forment le paragraphe 3.

Art. 2. L'article 7 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. L'association sans but lucratif agréée communique annuellement avant le 15 juillet les comptes et le rapport moral et financier relatifs à l'exercice écoulé au ministre de la Fonction publique.

Chaque demande de subvention ou d'ajustement est soumise au ministre de la Fonction publique pour la date figurant dans chaque circulaire budgétaire. ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 4. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 11 janvier 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/003949]

11. JANUAR 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung der Artikel 5 und 7 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Januar 1991 zur Schaffung eines Sozialdienstes der Dienste der Wallonischen Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, wird der Artikel 87, Absatz 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und geändert durch das Gesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Januar 1991 zur Schaffung eines Sozialdienstes der Dienste der Wallonischen Regierung;

Aufgrund der am 1. September 2023 und am 30. Oktober 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 23. November 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 16. Oktober 2023, der gemäß Artikel 3, Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 14. Dezember 2023 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 858 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des Ersuchens um eine Stellungnahme des Staatsrats innerhalb von 30 Tagen gemäß Artikel 84, Absatz 1, Unterabsatz 1, Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung, dass das Ersuchen um Stellungnahme am 15. Dezember 2023 unter der Nummer 75.116/4 in die Liste der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Sektion Gesetzgebung vom 18. Dezember 2023, gemäß Artikel 84, Absatz 5 der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

In Erwägung, dass der Finanzierungsmechanismus des Sozialdienstes der Dienste der Wallonischen Regierung überprüft werden muss, um ihn transparenter, gerechter und haushaltsmäßig sparsamer zu gestalten;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Erlässt:

Artikel 1 - In Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Januar 1991 zur Schaffung eines Sozialdienstes der Dienste der Wallonischen Regierung, geändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992, werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird Absatz 1;

2° Absatz 2 wird Absatz 2 und wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Zu diesem Zweck erhält diese Vereinigung:

1° in Bezug auf die in Artikel 4, Absatz 1, Ziffer 1° bis 4° erwähnten Abteilungen und Dienste, eine Subvention von 318 Euro pro Begünstigten, der am 30. April des dem betreffenden Haushaltsjahr vorausgehenden Jahres aktiv oder pensioniert ist;

2° in Bezug auf jeden der anderen in Artikel 4, Absatz 1 genannten Dienste und Einrichtungen eine Subvention, deren Höhe proportional zu der in 1° genannten Subvention ist;

3° die in Artikel 4, Absatz 1 genannten Entitäten stellen dem Sozialdienst ein Vollzeitäquivalent, abgekürzt „VZÄ“, pro siebenhundertfünfzig aktive oder pensionierte Begünstigte zur Verfügung, unter Anwendung des folgenden Mechanismus für jede Entität:

a) Die theoretische, auf volle Hundertstel gerundete Zahl der VZÄ, die in der betreffenden Haushaltsperiode bereitzustellen sind, wird anhand der von der Entität mitgeteilten Zahl der aktiven oder pensionierten Begünstigten am 30. April des der jeweiligen Haushaltsperiode vorausgehenden Jahres berechnet;

b) Im November des Jahres der betreffenden Haushaltsperiode berechnet der Sozialdienst die tatsächliche Zahl der VZÄ, die ihm zwischen Anfang November des Jahres vor der betreffenden Haushaltsperiode und Ende Oktober des Jahres der betreffenden Haushaltsperiode zur Verfügung gestellt wurden, indem er die Monate der Bereitstellung für jede Person zusammenzählt;

c) die Differenz theoretische - tatsächliche VZÄ wird mit einem Pauschalbetrag multipliziert, der auf 68.120 EUR zum Index 1,9999 vom 30. April 2023 festgelegt wurde und zu indexieren ist;

d) Der Sozialdienst erstellt im November des Jahres der betreffenden Haushaltsperiode eine Schuldforderung oder eine Gutschrift, wenn die Differenz negativ ist, und richtet diese an die Entität.

In Bezug auf 1° wird diese Subvention, die an den Gesundheitsindex vom 30. April 2013 gekoppelt ist, an den Schwellenindex 126,70 vom 30. April 2023 geknüpft. Die Anpassung ihres Betrags wird jedes Jahr am 30. April festgelegt.

In Bezug auf 2° berücksichtigt die Subvention die Anzahl der jeweiligen Begünstigten am 30. April des Jahres, das der betreffenden Haushaltsperiode vorausgeht.

In Bezug auf 3°, a), erfolgt die tatsächliche Bereitstellung von der Entität an den Sozialdienst nur für eine volle VZÄ für einen statutarischen Bediensteten und für die im Arbeitsvertrag übernommene VZÄ für einen Vertragsbediensteten.“;

In Bezug auf 3°, c) ist der zu verwendende Index der Index vom April des Jahres, in dem die betreffende Haushaltsperiode liegt;

3° die Absätze 3 und 4 bilden Absatz 3.

Art. 2 - Artikel 7 desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 7. Die zugelassene Vereinigung ohne Erwerbszweck übermittelt dem Minister für den öffentlichen Dienst jährlich vor dem 15. Juli den Jahresabschluss sowie den moralischen und finanziellen Bericht für das abgelaufene Bezugsjahr.

Jeder Antrag auf eine Subvention oder Anpassung wird bis zu dem in jedem Haushaltsrundsreiben genannten Datum beim Minister für den öffentlichen Dienst eingereicht.“.

Art. 3 - Dieser Erlass wird am 1. Januar 2024 wirksam.

Art. 4 - Die Ministerin, die für den öffentlichen Dienst zuständig ist, ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Januar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Informatik, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/003949]

11 JANUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de artikelen 5 en 7 van het Besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari 1991 tot oprichting van een Sociale Dienst van de Diensten van de Waalse Regering

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de institutionele hervormingen, artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de artikelen 5 en 7 van het Besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari 1991 tot oprichting van een Sociale Dienst van de Diensten van de Waalse Regering;

Gezien de adviezen van de Inspecteur van Financiën van 1 september 2023 en 30 oktober 2023;

Gezien de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 23 november 2023 ;

Gezien het verslag van 16 oktober 2023, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 tot uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties van Peking van september 1995 en tot integratie van de genderdimensie in alle regionale beleidslijnen ;

Gelet op het op 14 december 2023 gesloten onderhandelingsprotocol nr. 858 van sectorcomité nr. XVI;

Gelet op het verzoek om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat het verzoek om advies op 15 december 2023 is ingeschreven in op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder nummer 75.116/4 ;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 18 december 2023 om geen advies uit te brengen binnen de gevraagde termijn, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het financieringsmechanisme voor de sociale diensten van de Waalse regering moet worden herzien om het transparanter, billijker en budgettair zuiniger te maken;

Op voorstel van de minister voor Ambtenarenzaken ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de artikelen 5 en 7 van het Besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari 1991 tot oprichting van een Sociale Dienst van de Diensten van de Waalse Regering worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid vormt de eerste paragraaf;

2° lid 2 wordt lid 2 en wordt vervangen door hetgeen volgt:

”Daartoe ontvangt deze vereniging :

1° voor de departementen en prestaties bedoeld in artikel 4, § 1, 1° tot 4°, een dotatie van 318 euro per actieve of gepensioneerde begunstigde op 30 april van het jaar dat het betrokken boekjaar voorafgaat;

2° voor elk van de andere diensten en instellingen bedoeld in artikel 4, § 1, een subsidie waarvan het bedrag evenredig is met dat van de subsidie bedoeld in 1° ;

3° de in artikel 4, § 1, bedoelde entiteiten stellen aan de Sociale Dienst één voltijds equivalent, afgekort "VTE", ter beschikking voor elke zevenhonderdvijftig actieve of gepensioneerde rechthebbenden, waarbij voor elke entiteit het volgende mechanisme wordt toegepast:

a) het theoretische aantal VTE's, afgerond op een honderdste van een eenheid, dat voor het betrokken begrotingsjaar beschikbaar moet worden gesteld, wordt berekend op basis van het aantal actieve of gepensioneerde begunstigden op 30 april van het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar, zoals meegedeeld door de entiteit ;

b) in november van het betrokken begrotingsjaar berekent de Sociale Dienst het werkelijk aantal VTE's ter beschikking gesteld tussen 1 november van het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar en eind oktober van het betrokken begrotingsjaar door optelling van de maanden van terbeschikkingstelling voor elke persoon;

c) het theoretisch VTE-verschil wordt vermenigvuldigd door een forfaitair bedrag vastgesteld op 68.120 euro tegen het indexcijfer 1.9999 van 30 april 2023, te indexeren;

d) door de Sociale Dienst wordt in november van het begrotingsjaar in kwestie een vorderingsstaat opgesteld, of een creditnota als het verschil negatief is, die ze naar de entiteit stuurt.

Voor 1° is deze subsidie, die gekoppeld is aan de gezondheidsindex op 30 april 2013, gekoppeld aan de spilindex van 126,70 op 30 april 2023. Het bedrag van de subsidie wordt elk jaar op 30 april aangepast.

Voor 2° wordt bij de toekenning rekening gehouden met het aantal begunstigden op 30 april van het jaar dat het betrokken boekjaar voorafgaat.

Met betrekking tot 3°, a), is de effectieve terbeschikkingstelling bij de Sociale Dienst bij het vertrek van de entiteit enkel voor een volledige VTE voor een statutaire ambtenaar en voor de VTE opgenomen in de arbeidsovereenkomst voor een contractueel personeelslid. » ;

Voor 3°, c), moet de index van april van het jaar van het betrokken boekjaar worden gebruikt;

1° het derde en het vierde lid vormt de derde paragraaf.

Art. 2. Artikel 7 van het decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 7. Elk jaar dient de erkende vereniging zonder winstoogmerk vóór 15 juli de rekeningen en het moreel en financieel verslag over het vorige boekjaar in bij de minister voor Ambtenarenzaken.

Elk verzoek om subsidie of aanpassing wordt bij de Minister voor Ambtenarenzaken ingediend vóór de datum die in elke begrotingscirculaire wordt vermeld. ».

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2024.

Art. 4. De Minister voor Ambtenarenzaken is verantwoordelijk voor de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 januari 2024.

Voor de regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatietechnologie, Administratieve Vereenvoudiging,
Gezinsbijslagen, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/004052]

4 APRIL 2024. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende goedkeuring van het onteigeningsplan volgens de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden ten algemene nutte ten gunste van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor het goed gelegen aan de Oostendestraat 42 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 27 mei 1870 houdende vereenvoudiging der bestuurlijke pleegvormen in zaken van onteigening voor openbaar nut;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte;

Gelet op de ordonnantie van 22 februari 1990 betreffende de onteigeningen voor openbaar nut doorgevoerd en toegestaan door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, meer bepaald de artikelen 1, 2, 4, 7 tot 9, 19 tot 34, 51 tot 59, 71, 73 tot 75, en haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2022 tot verlenging van sommige termijnen van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering (OSH), tot toekenning van

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/004052]

4 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant approbation du plan d'expropriation selon la procédure d'extrême urgence pour cause d'utilité publique au bénéfice de la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour le bien sis rue d'Ostende 42, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 27 mai 1870 portant simplification des formalités administratives en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu l'ordonnance du 22 février 1990 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation, notamment ses articles 1, 2, 4, 7 à 9, 19 à 34, 51 à 59, 71, 73 à 75, et ses arrêtés d'exécution ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2022, prolongeant certains délais de l'ordonnance organique de revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 (OORU) et octroyant la faculté d'une ultime modification de